



# Assemblée générale

Distr. générale  
5 mars 2020  
Français  
Original : arabe

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Quarante-troisième session**  
24 février-20 mars 2020  
Point 6 de l'ordre du jour  
**Examen périodique universel**

## **Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel\***

**Égypte**

**Additif**

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,  
engagements et réponses de l'État ayant fait l'objet  
de l'Examen**

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition avant d'être envoyée aux services de traduction.



## Introduction

1. L'Égypte est fière de sa tradition bien ancrée de promotion et de protection des droits de l'homme, qui est reconnue dans le monde entier. Le Gouvernement égyptien réaffirme qu'il est engagé à poursuivre ses efforts dans ce domaine, à œuvrer efficacement à la promotion des droits de l'homme aux niveaux national et international et à participer de façon active et constructive aux travaux du Conseil des droits de l'homme et de tous les autres organes compétents.

2. Le Gouvernement est résolu à apporter sa coopération et son concours à la procédure d'examen périodique universel, étant donné qu'elle repose sur les principes fondamentaux d'objectivité et de transparence. De plus, il s'agit d'un processus consultatif coopératif, ce qui donne de meilleures chances de réaliser les objectifs et ambitions qu'il sert en matière de protection et de promotion des droits de l'homme dans le monde entier tout en respectant les particularismes géographiques et culturels des différentes sociétés, comme préconisé dans la résolution 21/3 du Conseil des droits de l'homme en date du 20 septembre 2012.

3. Le 13 novembre 2019, à une séance de la trente-quatrième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, l'Égypte a reçu 372 recommandations. Celles-ci ont été examinées dans un cadre coordonné regroupant tous les organes gouvernementaux compétents, le Conseil national des femmes, le Conseil national des personnes handicapées et le Conseil national pour l'enfance et la maternité, en concertation avec le Conseil national des droits de l'homme et plusieurs organisations non gouvernementales égyptiennes. Tous ces organismes ont débattu des politiques et mesures à adopter pour donner effet aux recommandations acceptées, dans le respect de la Constitution de 2014 telle que modifiée et des obligations internationales de l'État.

4. La position du Gouvernement à l'égard des recommandations se fonde sur une base solide établie par la Constitution, en vertu de laquelle le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont des composantes essentielles du système politique égyptien. La Constitution comprend un chapitre entièrement consacré à ces droits et libertés, dans lequel sont énoncés des droits qui n'étaient jusque-là pas reconnus dans le système constitutionnel égyptien, tels que le droit de grève pacifique, le droit à la liberté de croyance, de pensée, d'opinion et d'expression, le droit à la liberté de recherche scientifique et de création artistique et littéraire, le droit de former des associations sur simple notification adressée aux autorités et le droit de manifester pacifiquement sur simple notification également. La Constitution consacre l'égalité de tous les citoyens devant la loi et garantit l'exercice de leurs droits et libertés sans discrimination fondée sur quelque motif que ce soit. En outre, elle reconnaît l'importance de la collaboration entre l'État et ses institutions et les organisations de la société civile, et établit les garanties nécessaires à la protection des droits et libertés.

## I. Position de l'Égypte au sujet des recommandations

5. Avant d'exposer sa position quant aux recommandations qu'il a reçues, le Gouvernement souhaite apporter les précisions suivantes :

- La position du Gouvernement au sujet des recommandations est présentée selon les catégories suivantes : recommandations acceptées dans leur intégralité ; recommandations partiellement acceptées ; recommandations déjà appliquées ; recommandations non acceptées ; recommandations contenant des erreurs factuelles ; recommandations considérées comme étant hostiles (au nombre de deux) ;
- L'acceptation – totale ou partielle – des recommandations s'inscrit dans le cadre des dispositions de la Constitution et des obligations internationales de l'Égypte ;
- L'acceptation partielle d'une recommandation ne concerne que les éléments de ladite recommandation qui sont acceptés ;
- Les recommandations déjà appliquées sont celles qui avaient été mises en application avant la procédure d'examen périodique universel et qui ne requièrent aucune action supplémentaire ;

- La position du Gouvernement à l'égard de certaines recommandations est complétée par des précisions qui se rapportent à l'interprétation que le Gouvernement fait du contenu de ces recommandations, de leurs objectifs, des termes ou expressions qui y sont employés, des moyens de les appliquer ou des délais d'application proposés ;
- La non-acceptation de certaines recommandations tient au fait qu'elles sont incompatibles avec les dispositions de la Constitution, le système de justice pénale égyptien, le principe de séparation des pouvoirs, le principe de l'égalité de tous devant la loi ou les droits consacrés par le droit international des droits de l'homme ;
- Certaines recommandations ont été désignées comme contenant des erreurs factuelles car elles ne sont pas exactes sur la forme ou sur le fond ;
- Deux recommandations ont été jugées hostiles car elles comprennent des allégations politisées et fausses qui émanent d'une partie ouvertement hostile au Gouvernement et au peuple de la République arabe d'Égypte, ce qui va à l'encontre des principes établis de la procédure d'examen.

## **II. Observations du Gouvernement au sujet des recommandations reçues pendant le cycle en cours de l'Examen périodique universel, présentées par thème**

### **A. Adhésion aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, mise en conformité avec ces instruments et retrait des réserves**

6. L'article 151 de la Constitution oblige les autorités législatives, judiciaires et exécutives à respecter, au même titre que les dispositions des lois nationales, celles des conventions internationales ratifiées par l'Égypte. Il en découle que toute personne lésée du fait d'un manquement à ces dispositions peut saisir la justice. L'article 93 de la Constitution de 2014 confère un statut spécial aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Égypte. Par conséquent, les droits et libertés énoncés dans ces instruments bénéficient de la même protection que les dispositions constitutionnelles et toutes les parties intéressées peuvent contester la constitutionnalité d'un texte législatif incompatible avec ces instruments en saisissant la Cour constitutionnelle suprême, comme cette dernière l'a confirmé dans sa jurisprudence. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
3, 9, 13, 14, 17 et 18 ;
- La recommandation ci-après est partiellement acceptée :  
73 ;
- La recommandation ci-après contient des erreurs factuelles :  
16<sup>1</sup> ;
- Les recommandations ci-après ne sont pas acceptées :  
6, 7, 8, 10, 12<sup>2</sup>, 19, 90<sup>3</sup>, 97<sup>4</sup>, 99<sup>5</sup> et 115<sup>6</sup>.

### **B. Coopération avec les organes internationaux et régionaux chargés des droits de l'homme**

7. Le Gouvernement s'attache à participer activement aux travaux des diverses instances internationales et régionales compétentes dans le domaine des droits de l'homme et à coopérer avec les organes conventionnels, le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. En témoigne notamment le fait qu'il a accueilli un rapporteur spécial en 2018 et en a invité six autres à venir dans le pays. Le Gouvernement s'efforce également de promouvoir les interactions entre la société civile

et le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes. Il envisagera à l'avenir d'adresser des invitations à plusieurs autres rapporteurs spéciaux. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
1, 2, 21, 24, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 51, 195<sup>7</sup>, 196<sup>8</sup> et 205<sup>9</sup> ;
- Les recommandations ci-après sont partiellement acceptées :  
5 et 23 ;
- Les recommandations ci-après ne sont pas acceptées :  
22, 25 et 27.

### C. Mesures relatives aux cadres législatif et institutionnel

8. Le Gouvernement continue de s'employer à consolider les cadres institutionnel et législatif nationaux afin de garantir l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Constitution égyptienne établit l'indépendance du Conseil national des droits de l'homme ; l'ensemble des textes législatifs nationaux sont actuellement soumis à une révision visant à les mettre en conformité avec les dispositions de la Constitution de 2014. Le Gouvernement a fait d'importants progrès dans la lutte contre la corruption à tous les niveaux, promu le principe de responsabilité et élaboré une stratégie nationale de lutte contre la corruption pour la période 2019-2022. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 86, 91, 151, 153, 154, 156, 157<sup>10</sup>, 158, 160, 301, 304, 307, 315, 317, 320, 331, 333, 334, 338, 339, 344, 346, 347, 348, 353, 355, 363 et 364 ;
- Les recommandations ci-après sont partiellement acceptées :  
312, 327, 330, 332, 340 et 345 ;
- Les recommandations ci-après sont déjà appliquées :  
60<sup>11</sup>, 83<sup>12</sup>, 93<sup>13</sup>, 98<sup>14</sup>, 102<sup>15</sup>, 103<sup>16</sup>, 106<sup>17</sup>, 109<sup>18</sup>, 134<sup>19</sup>, 136<sup>20</sup> et 350<sup>21</sup> ;
- Les recommandations ci-après contiennent des erreurs factuelles :  
94<sup>22</sup>, 129<sup>23</sup>, 203<sup>24</sup> et 204<sup>25</sup> ;
- Les recommandations ci-après ne sont pas acceptées :  
92, 95<sup>26</sup>, 100<sup>27</sup>, 104<sup>28</sup>, 105<sup>29</sup>, 110<sup>30</sup>, 111<sup>31</sup>, 113<sup>32</sup>, 114<sup>33</sup> et 356.

### D. Procédures et garanties du système judiciaire

9. La législation nationale prévoit toutes les garanties nécessaires à un procès équitable conformément aux normes internationales. L'État est déterminé à continuer de respecter le principe de séparation des pouvoirs, ainsi qu'à respecter et à promouvoir l'indépendance de la justice, qui est la garantie essentielle de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
68, 69, 74, 77, 82, 101<sup>34</sup>, 127, 143, 145, 147, 149 et 150 ;
- Les recommandations ci-après sont partiellement acceptées :  
11, 79, 96, 116, 128, 142, 146 et 148 ;
- Les recommandations ci-après sont déjà appliquées :  
84<sup>35</sup> et 85<sup>36</sup> ;

- Les recommandations ci-après contiennent des erreurs factuelles :  
125<sup>37</sup>, 130<sup>38</sup> et 201<sup>39</sup> ;
- La recommandation ci-après est considérée comme hostile :  
144.

## **E. Diffusion de la culture des droits de l'homme et éducation et formation dans ce domaine**

10. Le Gouvernement s'attache à mener des activités et des programmes visant à diffuser la culture des droits de l'homme, qui sont intégrés aux programmes scolaires d'enseignement primaire, secondaire et universitaire et à la formation des fonctionnaires et des agents des forces de l'ordre. Il est déterminé à poursuivre ces efforts. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
63, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 164, 179, 184, 280, 281, 285, 288, 290, 292, 294, 309, 343 et 358 ;
- La recommandation ci-après est partiellement acceptée :  
326.

## **F. Droits des femmes, des enfants, des personnes handicapées et d'autres catégories de personnes, et droits de la famille**

11. En Égypte, la famille est considérée comme le fondement de la société. La Constitution impose que des mesures soient prises pour assurer la cohésion et la stabilité de la famille et en consolider les valeurs. À l'échelle internationale, l'Égypte s'emploie à promouvoir le respect de l'obligation de protéger la famille qui est énoncée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Gouvernement a proclamé 2017 Année des femmes, 2018 Année des personnes handicapées et 2019 Année des jeunes. Il a également pris plusieurs mesures législatives et lancé un ensemble de programmes visant à donner plus de moyens d'action aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées, à promouvoir les droits des enfants et à fournir à ces derniers les soins et la protection dont ils ont besoin, comme exposé en détail dans le rapport national. Le Gouvernement est déterminé à poursuivre ces efforts. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
67, 176, 244, 248, 293, 298, 299, 300, 303, 306, 308, 310, 311, 313, 314, 316, 318, 319, 321, 323, 325<sup>40</sup>, 328, 329, 335, 336, 337, 341, 342, 349, 351, 352, 354 et 357 ;
- Les recommandations ci-après sont partiellement acceptées :  
20 et 359 ;
- Les recommandations ci-après sont déjà appliquées :  
107<sup>41</sup>, 112<sup>42</sup>, 221<sup>43</sup> et 282<sup>44</sup> ;
- La recommandation ci-après contient des erreurs factuelles :  
108<sup>45</sup>.

## **G. Droits civils et politiques**

12. La Constitution consacre la liberté de croyance, interdit toute forme de discrimination et érige en infraction tout acte ou propos incitant à la haine ou à la discrimination. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour lutter contre les pratiques individuelles qui contreviennent à ces dispositions. De plus, la Constitution et la loi établissent le droit de

former des associations et le droit de manifester pacifiquement sur simple notification aux autorités. Le Gouvernement est fermement convaincu que les libertés d'information, d'opinion et d'expression sont les piliers essentiels d'un système démocratique prospère. Les citoyens sont égaux devant la loi, sans discrimination. Le Gouvernement s'attache à lutter contre l'impunité pour assurer la primauté du droit, tout en garantissant le respect des droits humains des personnes dont la liberté est restreinte. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :

70, 71, 72, 75<sup>46</sup>, 76, 80<sup>47</sup>, 87, 89, 117, 141, 161, 165, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 177, 180, 182, 185, 188, 189, 191, 192, 194<sup>48</sup>, 200<sup>49</sup>, 202<sup>50</sup>, 206<sup>51</sup>, 207<sup>52</sup>, 220, 222, 272, 360<sup>53</sup> et 365<sup>54</sup> ;

- Les recommandations ci-après sont partiellement acceptées :

4, 62, 163<sup>55</sup>, 166, 175, 193 et 197<sup>56</sup> ;

- Les recommandations ci-après sont déjà appliquées :

88<sup>57</sup>, 178<sup>58</sup>, 186<sup>59</sup>, 187<sup>60</sup>, 190<sup>61</sup>, 198<sup>62</sup> et 199<sup>63</sup> ;

- Les recommandations ci-après contiennent des erreurs factuelles :

124<sup>64</sup>, 126<sup>65</sup>, 183<sup>66</sup> et 208<sup>67</sup> ;

- Les recommandations ci-après ne sont pas acceptées :

78<sup>68</sup>, 81, 140, 162 et 372 ;

- La recommandation ci-après est considérée comme hostile :

167.

## H. Droits économiques, sociaux et culturels

13. Le Gouvernement a lancé une stratégie de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre de laquelle, avec le concours de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement internationaux, il exécute de grands projets destinés à favoriser la création d'emplois, l'accès à un logement adéquat, à l'eau potable, à des installations sanitaires, aux soins de santé et à un enseignement de meilleure qualité, ainsi que le respect de la diversité culturelle, en vue d'assurer une vie digne à tous les citoyens, sans discrimination. Le Gouvernement poursuit la mise en application de son plan de réforme économique globale et de transfert des activités informelles vers l'économie formelle, afin de promouvoir l'investissement au niveau local, d'attirer les investissements étrangers et d'améliorer le taux de croissance économique. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :

58<sup>69</sup>, 59<sup>70</sup>, 64, 65, 66, 152, 155, 159, 181, 210, 217, 219, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 245, 246, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275<sup>71</sup>, 276, 278, 283, 284, 286<sup>72</sup>, 287, 289<sup>73</sup>, 291, 295, 296, 297, 302, 322, 324<sup>74</sup>, 362, 366 et 371 ;

- Les recommandations ci-après sont partiellement acceptées :

277, 279 et 361 ;

- Les recommandations ci-après contiennent des erreurs factuelles :

57<sup>75</sup> et 61<sup>76</sup>.

## **I. Lutte contre la traite d'êtres humains et la migration illégale**

14. Le Gouvernement prend bon nombre de mesures pour lutter contre la traite d'êtres humains, notamment en durcissant les sanctions applicables aux infractions de ce type et en protégeant les droits des victimes, dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la traite d'êtres humains pour la période 2016-2021. La Constitution garantit la liberté de circulation, de résidence et de migration, oblige l'État à veiller aux intérêts des Égyptiens résidant à l'étranger et interdit toutes les formes d'esclavage, l'exploitation forcée, le commerce du sexe et les autres formes de traite d'êtres humains. La loi érige en infractions toutes les formes de trafic de migrants et reconnaît le droit au retour volontaire. Le Gouvernement continue à s'efforcer de promouvoir les droits des citoyens égyptiens dans le pays et à l'étranger, ainsi que de sensibiliser la population aux infractions susmentionnées et de les combattre. Compte tenu de ce qui précède :

- Les recommandations ci-après sont acceptées dans leur intégralité :  
209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 367, 368, 369 et 370<sup>77</sup> ;
- La recommandation ci-après est partiellement acceptée :  
305.

## **J. Lutte contre le terrorisme**

15. La Constitution fait obligation à l'État de combattre le terrorisme sous toutes ses formes, dans le respect des droits et des libertés publics, et d'assurer la juste indemnisation des victimes ; les autorités égyptiennes s'acquittent de ces obligations. Dans l'optique de préserver la sécurité des citoyens et de garantir l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les dispositions de la loi antiterroriste qui a été adoptée garantissent aux personnes accusées l'exercice sans entrave de leurs droits qui sont protégés par la Constitution et par la loi. Compte tenu de ce qui précède, toutes les recommandations se rapportant à ce sujet, qui sont énumérées ci-après, sont acceptées :

131, 132, 133, 135, 137, 138 et 139.

## **K. Recommandations sans rapport avec les travaux du Conseil des droits de l'homme**

16. Le Gouvernement s'est uniquement penché sur les recommandations qui ont trait aux travaux du Conseil des droits de l'homme et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. De ce fait, les recommandations ci-après ne sont pas acceptées :

15<sup>78</sup> et 36<sup>79</sup>.

## **III. Précisions sur la position de l'Égypte concernant les recommandations partiellement acceptées**

### **Recommandation 4**

Veiller à ce que les détenus puissent avoir accès aux soins médicaux, à leurs avocats et à leurs proches.

### **Recommandation 5**

Coopérer avec le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

### **Recommandation 11**

Veiller à ce que les autorités compétentes aient le droit de visiter les lieux de détention à l'improviste.

**Recommandation 20**

Ériger en infractions pénales toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

**Recommandation 23**<sup>80</sup>

Envisager d'adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

**Recommandation 62**<sup>81</sup>

Prendre des mesures visant à protéger les droits des personnes et veiller à ce qu'elles ne fassent pas l'objet d'arrestations ou de poursuites discriminatoires.

**Recommandation 73**

Envisager de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

**Recommandation 79**<sup>82</sup>

Mener des enquêtes, conformément aux normes internationales, sur les violences excessives commises par les forces de sécurité lors de manifestations et traduire les responsables en justice.

**Recommandation 96**

Garantir un procès équitable, en particulier pour les personnes accusées d'infractions passibles de la peine capitale.

**Recommandation 116**<sup>83</sup>

Veiller à ce qu'aucune personne qui était mineure au moment des faits ne soit condamnée à mort.

**Recommandation 128**<sup>84</sup>

Garantir un procès équitable aux personnes qui sont maintenues en détention.

**Recommandation 142**<sup>85</sup>

Garantir le droit à un procès équitable.

**Recommandation 146**<sup>86</sup>

Assurer la détention provisoire et veiller à ce que toutes les procédures judiciaires soient pleinement conformes à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

**Recommandation 148**

Garantir le droit à un procès équitable conformément aux obligations internationales.

**Recommandation 163**<sup>87</sup>

Abolir ou modifier toutes les lois et politiques qui limitent les activités menées par la société civile.

**Recommandation 166**

Respecter le droit d'accès à l'information.

**Recommandation 175**<sup>88</sup>

S'engager à promouvoir la liberté et le dynamisme au sein de la société civile.



**Recommandation 193**<sup>89</sup>

Favoriser la création d'un environnement propice à une société civile active.

**Recommandation 197**

S'abstenir de toute forme de représailles contre les défenseurs des droits de l'homme.

**Recommandation 277**<sup>90</sup>

Assurer un accès adéquat à l'éducation.

**Recommandation 279**<sup>91</sup>

Continuer à élargir les possibilités d'éducation pour les femmes et les filles, les personnes âgées, les personnes handicapées.

**Recommandation 305**<sup>92</sup>

Prendre des mesures énergiques pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles et prévenir l'exploitation sexuelle et la traite des personnes.

**Recommandation 312**<sup>93</sup>

Réexaminer la législation relative au statut et le Code pénal afin de modifier ou de supprimer les articles discriminatoires à l'égard des femmes.

**Recommandation 326**<sup>94</sup>

Mettre en place des programmes à l'intention des hommes et des garçons, visant à les sensibiliser à la violence sexuelle exercée contre les femmes et les filles, et s'efforcer d'en étendre la portée à l'ensemble du pays.

**Recommandation 327**<sup>95</sup>

Légiférer en faveur de la lutte contre le viol et d'autres formes de violence sexuelle, conformément au droit international et aux normes internationales.

**Recommandation 330**<sup>96</sup>

Légiférer en faveur de la lutte contre le viol et d'autres formes de violence sexuelle, conformément aux normes internationales.

**Recommandation 332**<sup>97</sup>

Légiférer en faveur de la lutte contre le viol et d'autres formes de violence sexuelle, conformément au droit international et aux normes internationales.

**Recommandation 340**<sup>98</sup>

Ériger en infractions pénales toutes les formes de violence sexuelle à l'égard des femmes.

**Recommandation 345**<sup>99</sup>

Légiférer en faveur de la lutte contre le viol et d'autres formes de violence sexuelle, conformément au droit international et aux normes internationales.

**Recommandation 359**<sup>100</sup>

Interdire tous les châtiments corporels infligés aux enfants, quel que soit le contexte.

**Recommandation 361**<sup>101</sup>

Adopter des mesures visant à garantir les droits économiques, sociaux et culturels.

## Notes

- 1 تم اعتبارها خاطئة على ضوء ما تم إلقاؤه في جلسة الاستعراض الدوري الشامل ونسخة التقرير الذي اعتمده الفريق العامل في 2019/11/15. وتم توجيه مذكرة من البعثة الدائمة لجمهورية مصر العربية لدى الأمم المتحدة في جنيف رقم CHAN/2020/070 بتاريخ 13 فبراير 2020 إلى مكتب المفوض السامي لحقوق الإنسان طلباً لتصحيحها وفقاً للنص الذي تمت قراءته واعتماده، والذي كان كالآتي: *Accede to the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Women in Africa*.
- 2 يستند موقف مصر بشأن هذه التوصية إلى الوثيقة A/73/1004 الصادرة بتاريخ 16 سبتمبر 2019.
- 3 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 4 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 5 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 6 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 7 ترحب الحكومة بالتعاون مع آليات الأمم المتحدة والمنظمات الإقليمية المختلفة لحقوق الإنسان. وتتولى النيابة العامة، باعتبارها جهة قضائية مستقلة، التحقيق في أي بلاغات بالتعرض للتخويف أو الانتقام، ومساءلة من يثبت تورطهم في ذلك إعمالاً لسيادة القانون.
- 8 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 9 تتبنى مصر ما ورد في "الإعلان المتعلق بحق ومسئولية الأفراد والجماعات وهيئات المجتمع في تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية المعترف بها عالمياً"، الصادر بموجب قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 144/53 لعام 1998، وتستذكر ما ورد في المادة الثانية منه اتصالاً بكون القانون المحلي يمثل الإطار القانوني الذي ينبغي أن يجري فيه إعمال حقوق الإنسان والحريات الأساسية والتمتع بها. وتؤكد الحكومة أن رقم 144/53 القانون، وأنه وفقاً للإعلان توجد مسؤولية مقابلة للتمتع بالحق المشار إليه في الإعلان.
- 10 تم استحداث منصب مستشار رئيس الجمهورية لمكافحة الفساد في 2015. انظر الفقرة 69-ج من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 11 التعريف الوارد بالمادة الأولى من اتفاقية مناهضة التمييز العنصري جزء من التشريع المصري، على ضوء المادتين 93 و151 من الدستور. انظر أيضاً الفقرة 6 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 12 يعتمد نصح التشريع الجنائي المصري مبدأ التدرج والتناسب في التجريم والعقاب عبر تناول الجرائم بأوصاف وعقوبات متعددة، وليس بوصف واحد وعقوبة واحدة؛ فيؤتم الأفعال التي تشكل عدواناً على حق واحد، من خلال تقرير عقوبات مختلفة لكل فعل منها، بحيث تتناسب العقوبات ودرجة الجسامة التي يشكلها كل اعتداء على الحق المستهدف بالحماية. راجع الفقرة 25 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1. ومن ناحية أخرى، تنص المادة 189 من الدستور على أن "النيابة العامة جزء لا يتجزأ من القضاء، تتولى التحقيق وتحريك، ومباشرة الدعوى الجنائية"، وبالتالي فإن التحقيق الجنائي هو اختصاص استثنائي للنيابة العامة، وهي تقوم بالفعل بهذا الدور ولا حاجة لإنشاء آليات إضافية.
- 13 تم النظر في الأمر، وخلصت مصر إلى الموقف الموضح في الإشارة المرجعية رقم 2.
- 14 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 15 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 16 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 17 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 18 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 19 سبق إعادة النظر في القانون وتعديله اتساقاً مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان، حيث يكفل سريران الحقوق المصونة والمكفولة دستورياً وقانوناً دون تعطيل، ويسرى قانون الإجراءات الجنائية - باعتباره الشريعة العامة الحاكمة للإجراءات الجنائية - في حالة الاتهام بجرمة إرهابية. راجع الفقرة 81 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 20 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 21 يحظر القانون توثيق عقد زواج من لم يبلغ من الجنسين 18 سنة ميلادية كاملة.

- 22 لا تصدر أحكام جماعية، ولكن تتم محاكمة المشتكين في ارتكاب ذات الجريمة في قضية واحدة.
- 23 لا يتعرض أحد للسجن في مصر بسبب ممارسة الحق في حرية التعبير أو الحق في تكوين الجمعيات أو التجمع السلمي، وإنما لمخالفة القانون المنظم لممارسة الحق، درءاً لنشوء صدام بين أصحاب الحقوق. راجع الفقرات 12-15 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 24 انظر الإشارة المرجعية رقم 48، وتم مؤخراً اعتماد أو تعديل باقى القوانين المشار إليها اتساقاً مع القانون الدولى لحقوق الإنسان وستظهر التجربة العملية إن كانت هناك حاجة لمزيد من التعديل لأى منها.
- 25 انظر الإشارة المرجعية رقم 48. ووفقاً للمادة 184 من الدستور، التدخل في شؤون العدالة أو القضايا جريمة لا تسقط بالتقادم.
- 26 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 27 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 28 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 29 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 30 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 31 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 32 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 33 انظر الإشارة المرجعية رقم 2.
- 34 يميز القانون توقيع عقوبة الإعدام على غرار العديد من دول العالم في الجرائم الأكثر جسامة، اتساقاً مع المادة 6 من العهد الدولى للحقوق المدنية والسياسية. ويحيط العقوبة بضمانات توازن بين حق المجتمع في الردع العام وحق الشخص في الحياة، ولكنه يلزم في ذات الوقت بتطبيق جميع معايير المحاكمة العادلة، وبضمان حق المحكوم عليه في عدم التعرض لأى انتهاك أو معاملة قاسية. وتتم المراجعة من قبل المحكمة الأعلى وفقاً لأحكام الدستور والقانون.
- 35 تتضمن المظومة التشريعية والقضائية والتنفيذية العديد من الضوابط لمنع ممارسات التعذيب وغيره من صور المعاملة القاسية واللاإنسانية والمهينة. وتحرص جميعها على بسط الرقابة على مزار الاحتجاز والحبس وضمان حقوق المحتجزين والمحبوسين احتياطياً. ويتم إجراء تحقيقات فورية في ادعاءات التعذيب بمعرفة الجهة القضائية المختصة للتحقق منها ولضمان معاقبة المسؤولين عن الانتهاكات الفردية وضمان عدم إفلاتهم من العقاب، وضمان حقوق المجني عليهم. راجع الفقرتين 25 و26 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 36 انظر الإشارة المرجعية رقم 12.
- 37 انظر الإشارات المرجعية أرقام 12 و23 و35.
- 38 انظر الإشارتين المرجعيتين رقمى 23 و25.
- 39 انظر الإشارتين المرجعيتين رقمى 23 و25.
- 40 نص التوصية الصحيح الذى تمت الموافقة عليه بحسب ما تم إلقاؤه في جلسة الاستعراض ونسخة التقرير الذى اعتمده الفريق العامل في 2019/11/15 هو: Implement the 2030 Strategy for Women adopted by Egypt in 2017.
- 41 يخلو قانونا العقوبات والطفل من أي عقوبات قاسية أو لاإنسانية على الطفل. كما تقضى المادة 111 من قانون الطفل بتخفيف العقوبات المقررة للجرائم حال ارتكابها من الطفل، وتحظر توقيع عقوبة الإعدام والسجن المؤبد والسجن المشدد عليه.
- 42 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 43 تم إدخال العديد من التشريعات الوطنية لضمان المساواة المتكافئة في الحقوق بين الرجل والمرأة، وجاري مناقشة مشروع قانون لتعديل قانون الأحوال الشخصية في مجلس النواب، بما يتوافق مع الدستور ومبادئ الشريعة الإسلامية والتزامات مصر الدولية.
- 44 تتم محاكمة الطفل الذى لا يتجاوز 15 سنة في القضايا الجنائية أمام محكمة الأحداث، بينما تتم محاكمة من تجاوز 15 سنة جنائياً إلى جانب البالغين فقط إذا اشتركوا في ارتكاب ذات الجريمة. وفي الحالة الأخيرة، تطبق

- عليهم ضمانات قانون الطفل، انظر الإشارة المرجعية رقم 41. ويمكن إعادة النظر في أحكام محاكم الدرجة الأولى من خلال المسار القضائي أمام المحكمة الأعلى.
- 45 لا تتعلق المادة 22 بمحاكمة الأطفال.
- 46 التعذيب بجميع صورته وأشكاله جريمة لا تسقط بالتقادم. ويتم الالتزام بالمعايير الدولية في معاملة السجناء، وإجراء تحقيقات فورية في البلاغات بشأن سوء المعاملة بمعرفة الجهة القضائية المختصة لضمان محاسبة المسؤولين عن أية انتهاكات فردية وضمان عدم الإفلات من العقاب. راجع الفقرات 22-26 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 47 صدر بالفعل القانون رقم 80 لسنة 2016 في شأن تنظيم أعمال بناء وترميم الكنائس وملحقاتها، وكذلك قرار رئيس مجلس الوزراء رقم 199 لسنة 2017 بإنشاء لجنة تضم في عضويتها الوزراء والجهات المختصة وممثل عن الطائفة المعنية لدراسة أوضاع المباني، واقتراح الحلول اللازمة لتوفير أوضاعها. راجع الفقرة 16 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 48 صدر قانون الجمعيات الأهلية 149 لسنة 2019 ليحل محل القانون 70 لسنة 2017، وجاري الانتهاء من اللائحة التنفيذية. انظر الإشارتين المرجعيتين 9 و58 وراجع أيضاً الفقرة 12 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 49 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 50 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 51 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 52 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 53 يحظر القانون توقيع العقوبات البدنية على الأطفال في كافة الأحوال. كما تم إلغاء عقوبة الجلد بمقتضى القانون رقم 152 لسنة 2001، باعتبارها آخر صنوف العقوبات البدنية التي كانت مطبقة.
- 54 تفهم مصر مصطلح الأقليات في هذه التوصية بأنه يعني الأفراد الوافدين إليها المنتمين إلى أقليات معترف بها في بلدانهم الأصلية، وفقاً للإعلان الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة بموجب قرارها رقم 135/47 في 18 ديسمبر 1992.
- 55 وفقاً للتشريع المصري، حماية حقوق جميع الأفراد مكفولة دون تمييز، ولا حاجة لإصدار قانون لحماية أفراد بعينهم، انظر الإشارتين المرجعيتين رقمي 9 و48.
- 56 انظر الإشارات المرجعية أرقام 9 و25 و48 و58.
- 57 يتم بالفعل تطبيق بدائل للحبس الاحتياطي بموجب المادة 201 من قانون الإجراءات الجنائية المعدلة بالقانون رقم 145 لسنة 2006، والتي تجزئ لجهات التحقيق بدلاً من أن تأمر بحبس المتهم احتياطياً أن تصدر أمراً بأحد التدابير الآتية: أ إلزام المتهم بعدم مباحة مسكنه أو موطنه؛ ب إلزام المتهم بأن يقدم نفسه لمقر الشرطة في أوقات محددة؛ ج حظر ارتياد المتهم أماكن محددة. كما يتيح القانون 74 لسنة 2007 الاستعاضة عن المحاكمة الجنائية التي قد تنتهي بعقوبات سالبة للحرية بنظام عدالة تصالحية يتضمن إقرار التصالح عن بعض أنواع الجرائم مقابل أداء مالي يتقدم به الجاني.
- 58 وفقاً للتشريع المصري، حماية حقوق جميع الأفراد مكفولة دون تمييز. ويتم التعامل بصورة فورية من خلال النيابة العامة مع أي ادعاءات تتعلق بأعمال التهديد والانتقام. انظر الإشارة المرجعية رقم 9 وراجع أيضاً الفقرة 12 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 59 انظر الإشارة المرجعية رقم 48.
- 60 جرى العمل على تحسين متابعة الانتخابات من خلال الهيئة الوطنية للانتخابات. وتم تعديل القوانين ذات الصلة اتساقاً مع القانون الدولي لحقوق الإنسان. راجع الفقرات 11 و13-15 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- انظر أيضاً الإشارة المرجعية رقم 24.
- 61 انظر الإشارة المرجعية رقم 24 وراجع أيضاً الفقرات 12 و13 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 62 انظر الإشارتين المرجعيتين رقمي 9 و58.
- 63 انظر الإشارتين المرجعيتين رقمي 9 و24.
- 64 انظر الإشارة المرجعية رقم 23.

- 65 انظر الإشارة المرجعية رقم 23. ولا تحجب الحكومة من تلقاء نفسها المواقع الإلكترونية، ووفقاً للقانون 175 لسنة 2018، يكون حجب المواقع الإلكترونية بأمر قضائي مسبب اتساقاً مع المادة 19 من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية، ويحق للمتضرر التظلم أمام محكمة الجنايات المختصة وفقاً للمادة 8 من القانون.
- 66 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 67 لا يوجد تجريم لعمل السياسيين أو المجتمع المدني. انظر الإشارتين المرجعيتين رقمي 9 و58.
- 68 القضاء العسكري مستقل بموجب الدستور والقانون، ويطبق نفس ضمانات المحاكمة العادلة كما في القضاء العادي. راجع الفقرة 21 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1. ووفقاً للمادة 184 من الدستور، التدخل في شؤون العدالة أو القضايا جرمية لا تسقط بالتقدم.
- 69 تفهم الحكومة مصطلح "الفئات المعرضة للخطر" بأنه يعنى النساء والأطفال وكبار السن والأشخاص ذوي الإعاقة وسكان الأماكن النائية.
- 70 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 71 يتم تدريس الموضوعات الخاصة بالصحة الجنسية في مناهج التعليم المصرية تحت إطار الصحة الإنجابية.
- 72 انظر الإشارة المرجعية رقم 69.
- 73 انظر الإشارة المرجعية رقم 69.
- 74 نص التوصية الصحيح الذي تمت الموافقة عليه بحسب ما تم إلقاؤه في جلسة الاستعراض ونسخة التقرير الذي اعتمده الفريق العامل في 2019/11/15 هو: Continue to implement its national strategy to empower Egyptian women 2030, in line with its Constitution and the United Nations Sustainable Development Goals.
- 75 لا تعترف مصر بالمصطلحات الواردة في هذه التوصية.
- 76 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 77 انظر الإشارة المرجعية رقم 69.
- 78 تحتفظ مصر على تحمل التزامات إضافية في هذا المجال دون إجراءات مقابلة تؤدي لتحقيق عالمية معاهدة عدم انتشار الأسلحة النووية.
- 79 تتفق مصر مع مضمون مدونة السلوك، إلا أنها ترفض الحلول الجزئية لإصلاح مجلس الأمن، أخذاً في الاعتبار مرجعية مقرر الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 557/62 وتوافق أوزولويني.
- 80 وجهت الحكومة دعوات زيارة إلى 6 حملة ولايات. ولا زالت الحكومة تنتظر تحديد مواعيد محددة لزيارتهم، وستنتظر تباعاً في طلبات الزيارة الأخرى حرصاً على الإعداد الجيد لها. راجع الفقرة 89 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1 والفقرة 15 من المستند A/HRC/43/16.
- 81 لا تعترف مصر بالمصطلحات الواردة في هذه التوصية. ووفقاً للدستور والقانون، جميع المواطنين سواء أمام القانون، ويتم حماية حقوق كافة الأفراد دون تمييز، وأياً كانت التهم الموجهة ضد أى فرد.
- 82 ليس للقوات المسلحة أو أفرادها أي دور في التعامل مع المظاهرات وفض الشغب الناتج عنها.
- 83 انظر الإشارة المرجعية رقم 41.
- 84 انظر الإشارة المرجعية رقم 23. ويكفل القانون جميع ضمانات المحاكمة العادلة استناداً إلى الدستور والمعايير الدولية. راجع الفقرة 20 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1.
- 85 لا يجيز الدستور والقانون محاكمة مدنيين أمام المحاكم العسكرية إلا في الجرائم ذات الطابع العسكري. راجع الفقرة 21 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1 وانظر أيضاً الإشارة المرجعية رقم 68.
- 86 التشريع المصري لا يعرف المحاكمات الجماعية. راجع الفقرة 20 من المستند A/HRC/WG.6/34/EGY/1 والفقرة 7 من المستند A/HRC/43/16.
- 87 انظر الإشارة المرجعية رقم 55.
- 88 انظر الإشارة المرجعية رقم 25. ويتم إنهاء القضايا الجارية التحقيق فيها أو نظرها أمام القضاء فقط بصدور قرار من الجهة القضائية المختصة بأنه لا وجه لإقامة الدعوى الجنائية أو بصدور حكم بات بالبراءة.

- 89 انظر الإشارة المرجعية رقم 65.
- 90 وفقاً للدستور لا توجد أقليات في مصر، ويساوي الدستور بين جميع المواطنين في الحقوق والواجبات وأمام القانون دون تمييز. ومجانبة التعليم قبل الجامعي مكفولة لجميع المواطنين دون استثناء بموجب المادة 19 من الدستور.
- 91 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 92 وفقاً للدستور لا توجد أقليات في مصر، ويساوي الدستور بين جميع المواطنين في الحقوق والواجبات وأمام القانون دون تمييز.
- 93 عملية مراجعة القوانين تتم في مسار مختلف تماماً عن إعادة النظر في التحفظات على الاتفاقيات الدولية. وتنظر مصر بصورة دورية في موقفها من الاتفاقيات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان والتحفظات عليها.
- 94 تفهم مصر مصطلح النوع على أنه مرادف لمصطلح الجنس، وهو ما يعني الجنسين، الرجل والمرأة، على غرار التعريف الوارد في المادة 7-3 من نظام روما الأساسي المنشئ للمحكمة الجنائية الدولية.
- 95 انظر الإشارة المرجعية السابقة. ويجدر التنويه أيضاً بأن القانون المصري يجرم الاغتصاب، ويجرم كافة أشكال العنف ضد المرأة أياً كانت ظروفه.
- 96 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 97 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 98 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 99 انظر الإشارة المرجعية السابقة.
- 100 يحظر القانون تطبيق العقوبات البدنية على الأطفال في كافة البيئات.
- 101 يضمن الدستور المساواة في الحقوق بين كافة المواطنين دون تمييز.